

Jeûne VIVRE SANS NUCLÉAIRE

**Jeûne à durée indéterminée,
Paris, à partir du 21 juin 2004**



Jeûne VIVRE SANS NUCLÉAIRE...

c/o CNIID

21 rue A. Dumas

75011 Paris

France

Tél : 06 12 11 04 51 / 01 55 78 28 67

contact@vivresansnucleaire.org

www.vivresansnucleaire.org

DOSSIER DE PRESSE

Avec le soutien de :



GREENPEACE



jeûne VIVRE SANS NUCLÉAIRE...

... en guise d'introduction

Depuis plus de trente ans, de secrets en mensonges, d'affirmations technocratiques en pseudo-débats, de calculs économiques tronqués en travestissement écologique d'intérêts financiers gigantesques, c'est la même course à la catastrophe qui est choisie :
la reconduction de l'option nucléaire, et la mystification de la consommation énergétique.

L'année 2003 a peut-être marqué une étape dans la course à l'absurde :
la seule solution proposée contre le réchauffement climatique
est de dépenser plus d'énergie pour refroidir notre surchauffe,
d'aggraver le problème en prétendant le résoudre.

Les mausolées de déchets nucléaires que nos descendants
auront de toutes façons en charge témoigneront de cette obstination.

Nous estimons qu'une majorité des Français partage cette conviction :
il faut arrêter le nucléaire et développer les énergies renouvelables.

C'est pourquoi nous avons décidé d'entamer,
le 21 juin à Paris,
un jeûne pour vivre sans nucléaire.

Dominique Masset,
André Larivière,
Michel Bernard

le 21 mars 2004

Nous sommes 3 personnes à avoir décidé d'entamer un jeûne politique à durée indéterminée le 21 juin 2004 à Paris. Par cette action non-violente, nous souhaitons sensibiliser l'opinion publique et obliger le gouvernement à décider d'une politique de sortie du nucléaire. Deux demandes précises et concrètes lui sont ainsi formulées :

- une réorientation des budgets de la recherche vers les énergies renouvelables

- un abandon du projet de réacteur EPR.

Qui sommes-nous ?

Nous sommes tous des militants ou salariés associatifs qui depuis de nombreuses années sont actifs dans les luttes non-violentes et dans les réseaux anti-nucléaires : Michel Bernard, né en 1958, est, entre autres, le fondateur et le rédacteur de la revue Silence ; Dominique Masset, né en 1952, est membre du collège national et trésorier du mouvement Appel pour une insurrection des consciences ; André Larivière, né en 1948, est salarié du Réseau Sortir du Nucléaire. Nous avons tous déjà participé à un ou plusieurs jeûnes.

C'est quoi un jeûne ?

La différence entre un jeûne à durée indéterminée et une grève de la faim est avant tout dans la volonté qui anime les personnes qui le font. Dans une grève de la faim, il y a un côté désespéré comme dans le cas d'un prisonnier. Dans un jeûne, il s'agit d'un fort engagement militant. C'est pourquoi ce jeûne appelle à vivre sans nucléaire : c'est un message d'espoir.

En effet, l'objectif du jeûne n'est pas de mettre en péril la vie de quelqu'un ni de gagner à tout prix, mais d'interpeller le maximum de personnes sur ce qui menace la vie : ici le nucléaire.

Pourquoi ce jeûne ?

Le gouvernement prévoit une relance du programme nucléaire français avec la construction d'un nouveau réacteur dénommé EPR. Ce projet rendrait stériles tous les efforts de diversification énergétique vers la maîtrise des consommations et les énergies renouvelables.

De plus, l'apparition d'alternatives énergétiques fiables partout dans les autres pays européens, a contribué au développement d'une opinion favorable à la sortie du nucléaire : 60 % contre la construction de nouveaux réacteurs et seulement 20 % pour⁽¹⁾; 90 % pour la réorientation des budgets de recherche en faveur des énergies renouvelables, 4 % contre.

Ce jeûne se veut le catalyseur de la volonté de l'opinion publique de vivre sans nucléaire.

(1) sondage IFOP septembre 2002, paru dans Le Monde du 12/11/02



Jeûne Vivre sans nucléaire

9 rue Dumenge

68317 Lyon cedex 04

Tél : 04 78 29 01 51

courriel : contact@vivresansnucleaire.org

site : www.vivresansnucleaire.org

jeûne VIVRE SANS NUCLÉAIRE...

... qui sommes-nous



Michel Bernard,

né en 1958, vit avec Anne-Sophie et ses deux enfants à Lyon, journaliste. Fondateur de la Maison de l'Ecologie de Lyon (1982), de la revue Silence (1982), des Verts (1984), du salon Primevère (1986), des Européens contre Superphénix (1986), du Réseau Sortir du nucléaire (1997), du CNIID (1997), de la revue "La décroissance" (2004). Organisateur des marches contre Superphénix (1982 et 1994). Co-auteur de "Paris-Dakar : pas d'accord" (1989), "Les énergies renouvelables" (1992), "Les métiers de l'écologie" (1993), "Systèmes d'échanges locaux : pour changer, échangeons" (1998), "L'écologisme à l'aube du XXIe siècle" (2000), "Objectif décroissance (2003).



Dominique Masset,

né en 1952, 1 fille, vit avec Elisabeth dans un petit village ariégeois, membre du collège national et trésorier du mouvement Appel pour une insurrection des consciences, militant non violent aimant les actions à forte implication personnelle. Dans la lutte anti nucléaire : marche Lascaux-Bure, jeûne à la Hague.



André Larivière,

né en 1948, trois enfants, vit en couple en Haute-Loire, animateur du Réseau Sortir du nucléaire. Organisateur d'une dizaine de marches en Europe : contre Superphénix (1994), pour le désarmement (1995), pour le Tibet (2000), Mouvement vers Bure (2001, 2002, 2003), Tour de France pour la sortie du nucléaire (2004). A déjà effectué des jeûnes de longue durée (jeûne pour la vie en 1983, jeûne contre les Euromissiles en 1986). Auteur de "Les Carnets d'un militant" (Ed. Ecosociété).



Jeûne Vivre sans nucléaire

9 rue Dumenge

68317 Lyon cedex 04

Tél : 04 78 29 01 51

courriel : contact@vivresansnucleaire.org

site : www.vivresansnucleaire.org

jeûne VIVRE SANS NUCLÉAIRE...

... c'est quoi un jeûne

Un jeûne à durée indéterminée est un jeûne dont on connaît le début mais dont on ne sait pas quand il se terminera.

Un tel jeûne permet de témoigner avec une grande force de ce qui semble grave, important et urgent et d'aller le plus loin possible pour la cause défendue tout en réévaluant jour après jour, en conscience, s'il y a lieu de continuer.

On peut jeûner pour diverses raisons :

Santé

Le jeûne a de nombreuses vertus thérapeutiques. Il offre entre autres une véritable partie de chaise longue aux organismes encrassés des surnourris riches du Nord.

Spiritualité

Dans toutes les traditions religieuses et spirituelles, sans exception, on préconise le jeûne à certains moments et de certaines manières (cf. le Ramadan, le Carême, etc.) comme temps fort dans la relation Homme-Dieu et comme catalyseur dans la recherche spirituelle.

Politique

Il peut arriver que, pour des raisons graves et urgentes qui relèvent de la décision des hommes en général, et des autorités en particulier, on choisisse d'entrer dans un jeûne.

On peut jeûner pour témoigner, interpeller, faire pression ou arracher une décision. Ou encore pour tout cela à la fois. Selon le cas, le jeûne pourra être à durée limitée, à durée indéterminée ou ce sera même une grève de la faim jusqu'à la mort si cela est jugé utile et nécessaire.

En politique, jeûner est souvent un moyen perçu comme très fort, voire comme le dernier moyen. Ceci sous-entend que les moyens habituels ont été utilisés sans résultat et que peu d'autres ressources sont disponibles pour mener un tel combat. Rien ne sert mieux un jeûne que la force de la vérité (et le sens de la justice).

Il peut aussi intervenir quand on estime que "les temps sont mûrs" pour faire basculer la décision. Le jeûne est alors la "goutte d'eau qui fait déborder le vase". C'est particulièrement juste si l'on observe un décalage entre la classe dirigeante et l'opinion publique comme c'est le cas actuellement sur la question du nucléaire.

le jeûne "vivre sans nucléaire" est un jeûne politique

Aussitôt que l'on parle de la possibilité d'un jeûne politique à durée indéterminée, on assiste généralement à une levée de boucliers, souvent de nature affective.

Les objections les plus souvent entendues parlent de : suicide lent, masochisme, mortification, auto-mutilation, chantage, prise en otage, complexe du héros et de la star.

A l'objection de suicide lent, nous répondrons, pour l'avoir ainsi vécu, qu'on peut à la fois être jeûneur et demeurer dans l'amour de la vie, de la nature et de la beauté. Qu'on peut continuer, tout en jeûnant, à se régaler de la lumière, du silence et de la musique. Et continuer de développer une grande curiosité intellectuelle. Bref, prendre certains risques avec sa vie n'est pas synonyme de vouloir la mort. Demandez aux alpinistes et autres vulcanologues...

Les termes chantage et prise d'otage traduisent la perturbation créée par une forte interpellation de la conscience. Gandhi parlait, lui, d'une coercition d'amour.

Quant au complexe du héros et de la star, tout est ici question d'ego. Un précepte bouddhiste dit : "Esprit juste, attitude juste, geste juste" .

Les jeûneurs à durée indéterminée s'excusent à l'avance de bousculer les gens, des plus proches aux plus lointains. Mais probablement estiment-ils que cette bousculade risque d'être plutôt bénéfique...

L'objectif

Un grand jeûne politique fait connaître une cause et interpelle. Il suscite prises de position et passages à l'action. Et en ce sens, il catalyse l'évolution des mentalités. Un jeûne sur la question du nucléaire devrait permettre de révéler l'écart qui existe entre une population prête à sortir du nucléaire et des députés qui, à part les Verts, sont toujours persuadés de l'avenir du nucléaire.

Que demandent les jeûneurs ?

Le titre de l'action est sans ambiguïté : vivre sans nucléaire. Pour cela nous avons choisi deux objectifs clairs, précis, limités et possibles.

Première revendication : pas de nouveau réacteur

61 % des Français ne souhaitent pas de nouveaux réacteurs nucléaires (27 % y sont favorables). Le pourcentage de refus des nouveaux réacteurs est sans cesse croissant, et ceci d'autant plus que les autres pays européens ont tous arrêté de construire des réacteurs (à l'exception de la Finlande).

Concrètement, nous demandons que le Conseil des ministres retire du projet de loi d'orientation sur l'énergie, prévue au débat parlementaire de l'automne 2004, toute ouverture possible pour la construction d'un nouveau réacteur, quel qu'il soit. Nous demandons que soit par contre prévu un plan d'accompagnement pour la reconversion industrielle d'Areva (productrice d'énergie nucléaire, composée de plusieurs sociétés dont la Cogema, Framatom, etc.) , avec seulement conservée la maintenance de la gestion des déchets. Les députés doivent s'engager publiquement à s'opposer au vote de cette loi d'orientation sur l'énergie, si la possibilité d'un futur réacteur nucléaire, quel qu'il soit, est maintenu dans le projet.

Deuxième revendication : réorienter les crédits de recherche

90 % des Français souhaitent que l'on oriente la recherche dans le domaine de l'énergie dans le sens des énergies renouvelables (6 % sont pour le thermique, 4 % pour le nucléaire).

Concrètement, nous demandons que les ministres prévoient dans le budget 2005, un profond remaniement des budgets de recherche avec une inversion des priorités. Dans le domaine nucléaire, seule la recherche sur l'avenir des déchets radioactifs et le démantèlement des réacteurs doit être maintenu. Il faut également prévoir des crédits pour la reconversion des chercheurs de ce domaine. Les crédits doivent être ventilés :

+ dans le domaine de l'efficacité énergétique, ce qui passe par une augmentation importante du budget d'organismes gouvernementaux comme l'ADEME, Agence de l'environnement pour la maîtrise de l'énergie,
+ dans le domaine des énergies renouvelables, en accordant aux industriels qui le désirent les mêmes facilités que dans le nucléaire pour lancer la fabrication à grande échelle d'éoliennes et de photopiles, selon le même fonctionnement qu'en Espagne où 30 000 emplois ont été créés en seulement cinq ans.

+ dans le domaine administratif, la loi d'orientation sur l'énergie doit prévoir de faciliter l'implantation des fermes éoliennes terrestres et en mer, alors que plusieurs centaines de projets sont actuellement stoppés du seul fait du blocage des administrations.

+ le gouvernement doit mettre en place des commissions ouvertes aux acteurs des énergies renouvelables, et en particulier aux associations comme l'association Négawatt qui propose des plans d'économies d'énergies réalistes qui peuvent non seulement économiser l'énergie mais aussi diminuer rapidement la pollution et le réchauffement climatique.

Les députés, les sénateurs et le gouvernement doivent s'engager publiquement à s'opposer au vote du budget 2005, si ces éléments de reconversion vers un avenir sans nucléaire ne sont pas pris en compte.

Pertinence des revendications

Ces deux revendications n'ont rien d'extrême : elles ne font que demander à ce que la France soit au même niveau que les autres grandes puissances industrielles qui sont toutes en phase de reconversion industrielle pour celles qui ont misé, par erreur, sur le nucléaire.

Situation internationale

Les réacteurs nucléaires se développent à partir des années 50 comme une retombée de la recherche militaire. Il s'agit, lors de la fabrication de combustibles pour les bombes nucléaires, de récupérer au passage l'énergie dégagée. Cependant les espoirs mis dans l'énergie atomique (présentée au départ comme une énergie gratuite puisque "reste" des besoins militaires) sont très vite refroidis. Dès le début des années 70, le coût énorme et la complexité de la filière freinent son développement. Dès 1973, plus aucun réacteur nucléaire n'est mis en chantier aux USA, alors à la pointe de la production nucléaire.

De nombreux pays industriels refuseront également de se lancer dans l'aventure du nucléaire : rien qu'au sein de l'Union européenne, l'Autriche, l'Irlande, l'Islande, la Grèce, le Portugal, le Luxembourg, le Danemark ne développent aucun programme.

Dans les années 70, tous les programmes sont revus à la baisse, les chantiers s'arrêtent. Le dernier chantier à s'ouvrir est celui de Civaux en France en 1982.

A partir de 1986, l'accident de Tchernobyl aidant, plusieurs pays renoncent au nucléaire : l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas. Un vote en Suède prévoit l'arrêt progressif des réacteurs. La Suisse adopte un moratoire.

Entre 1997 et 2001, les Verts allemands ont réussi à faire adopter par le gouvernement de gauche un processus progressif de sortie du nucléaire. Depuis cet accord, de nombreux autres pays ont emboîté le pas : Belgique, Grande-Bretagne et concrètement, au sein de l'Union européenne des 15, seules la Finlande et la France annoncent à ce jour une volonté de poursuivre un programme nucléaire.

Au niveau international, la volonté du gouvernement Bush de relancer la filière du nucléaire en 2000 n'a pas trouvé de concrétisation : les investisseurs préfèrent investir massivement dans les énergies renouvelables. Lors de la crise de l'électricité en Californie, en 2001, les nucléocrates espèrent revenir sur le devant de la scène. Il n'en sera rien : la Californie et l'Oregon, état voisin, se lancent dans la construction de centrales éoliennes offshore, beaucoup moins coûteuses, moins dangereuses et surtout construites en seulement deux ans contre 8 à 10 ans nécessaires pour un réacteur.

Avec la France, l'autre grand pays nucléaire reste le Japon. Ce dernier, contrairement à la France, mise depuis longtemps sur les deux tableaux : le nucléaire et les énergies renouvelables. Devant les progrès de ces dernières et la multiplication des accidents dans la filière nucléaire (incendie du surgénérateur Monju, contamination de plus de 200 personnes et deux personnes mortes irradiées dans une usine de fabrication du combustible), l'opinion publique japonaise s'est mobilisée contre l'implantation de nouveaux réacteurs. Avec succès puisqu'en décembre 2003, trois chantiers de réacteurs ont été arrêtés, les firmes privées ne trouvant plus de financement pour mener à bien leurs programmes. Face à cela, de grandes multinationales japonaises (comme Mitsubishi) annoncent le lancement de grandes unités de production de photopiles (production d'énergie à partir du soleil) dans le monde entier à des prix de plus en plus bas. Les Japonais annoncent qu'ils sont prêts à envahir le marché européen.

Financièrement, le nucléaire n'a aucun avenir. Alors que le prix des énergies renouvelables baisse sans cesse (le prix du kWh éolien a été divisé par 8 en vingt ans), celui du nucléaire augmente sans cesse du fait des conditions de plus en plus contraignantes au niveau de la sécurité et aussi de la raréfaction de l'uranium au niveau mondial (+40 % de hausse des prix en 2003).

Situation française

Depuis 1982, aucun chantier de réacteur nucléaire n'a plus été amorcé en France. Il s'agissait de Civaux 2 mis en fonctionnement seulement en 1996 à l'Est de Poitiers. Les réacteurs les plus vieux (Fessenheim) fonctionnent depuis plus de 25 ans.

L'opinion publique a toujours été très réticente à l'énergie nucléaire. Ainsi, depuis 1986 et l'accident de Tchernobyl, tous les sondages indiquent que la majorité des Français se prononcent en faveur d'une sortie du nucléaire. S'ils doutent de la possibilité d'arrêter rapidement les réacteurs existants, ils sont très majoritairement opposés à la construction de nouveaux réacteurs et pour que la recherche soit réorientée en faveur des économies d'énergie et des renouvelables.

Cependant, l'arrêt des chantiers après 1982 est essentiellement dû au départ à une erreur d'estimation de la consommation électrique par nos dirigeants. Alors qu'il était prévu de construire 200 réacteurs avant l'an 2000, il s'est avéré qu'avec seulement 58 réacteurs (pour 16 centrales), la France était déjà largement excédentaire. Près de dix réacteurs fournissent de l'électricité bradée à l'exportation.

Alors qu'en France, EDF maintient une ligne officiellement pro-nucléaire, à l'étranger, EDF investit dans des centrales au gaz et centrales éoliennes, beaucoup plus rentables : le prix du kWh sortant d'une centrale au gaz est trois fois moindre que celui d'un réacteur nucléaire. Le prix du kWh d'une centrale éolienne offshore est déjà inférieur à celui du nucléaire et descend à grande vitesse. EDF sait donc faire autre chose que du nucléaire.

Depuis 1997, les nucléocrates annoncent leur volonté de lancer une nouvelle filière appelée EPR (European pressurized reactor, réacteur européen à eau pressurisée). Au départ, ce projet se voulait européen, comme Superphénix. Il n'a jamais été que franco-allemand... et l'Allemagne s'en est retirée en 2001, le projet restant franco-français. Il ne s'agit pas d'une nouvelle technologie, mais de l'amélioration des réacteurs actuels (amélioration de la maintenance, renforcement des structures passives de sécurité). Ce nouveau réacteur présente les mêmes inconvénients que les précédents : filière de production hautement polluante, risque d'accident majeur, production de déchets radioactifs de longue durée (plusieurs centaines de milliers d'années).

En 1997, l'accord Verts-PS bloque de fait la discussion sur cette nouvelle filière, ce qui arrange bien EDF qui n'a surtout pas besoin d'investir dans de nouveaux chantiers. Avec le retour de la droite en 2002, les nucléocrates relancent la machine. Où sont-ils ces nucléocrates ? Principalement à Areva (la filière industrielle), au CEA (nucléaire militaire) et de moins en moins à EDF. Ils ont leur relais dans tous les partis politiques (à l'exception des Verts). Or dans les partis politiques, peu de militants connaissent la question du nucléaire (sujet tabou) et les manipulations par les pronucléaires sont, pour le moment, efficaces.

La privatisation d'EDF qui commence en ce moment, modifie quelque peu les données. Pour devenir compétitive sur le marché européen, EDF préfère de loin prolonger la durée de vie des réacteurs existants (ce qui augmente de fait le risque d'accident) plutôt que d'investir dans de nouveaux réacteurs (en terme financier, un réacteur nécessite un investissement qui met prêt de vingt ans à se rembourser). EDF maintient un langage pronucléaire, imposé par le gouvernement, mais de l'intérieur, ne pousse plus en direction d'un nouveau programme.

L'Union européenne a pris des mesures sur la libre concurrence dans le domaine de l'énergie. Si l'électricité nucléaire provenant de réacteurs anciens, donc déjà amorti, reste peu chère, ce ne serait pas le cas d'une électricité provenant de nouveaux réacteurs. Privatisé, le secteur de l'énergie a intérêt à court terme à investir... dans les économies d'énergie, de loin les plus rentables, puis dans le gaz (mais seulement pendant encore dix à vingt ans car après, comme pour le pétrole et l'uranium, les prix devraient monter) et enfin dans le grand éolien (déjà très compétitif : 30 000 emplois créés en Allemagne en seulement dix ans, presque autant en Espagne en seulement cinq ans).

L'éolien décentralisé et le photovoltaïque (électricité solaire) sont pour le moment encore trop chers, mais les prix baissent régulièrement. De fait, les directives européennes qui entrent en vigueur maintenant devraient favoriser la concurrence des prix : le libéralisme économique devrait bloquer le nucléaire en Europe comme il l'a déjà fait depuis trente ans aux Etats-Unis. Tactiquement, les spécialistes de l'énergie estiment que si l'EPR n'est pas mis en chantier avant 2007, il ne se fera jamais. La Finlande qui a officiellement commandé un réacteur à AREVA (France), en fait la démonstration : confronté à l'impossibilité d'avoir des financements publics, du fait du contrôle de l'Europe, le projet connaît un flottement certain actuellement.